

## Monde rural, environnement et capitalisme agraire en Amérique du Sud.

Cédric Perrin

**A propos de Alejandra Salomón, Adrián Zarrilli (ed.), *Historia, política y gestión ambiental. Perspectivas y debates*, Imago Mundi, Buenos Aires, 2012, 192 p.**

Le commerce des productions agricoles est l'une des facettes du capitalisme mondialisé. Pour les pays d'Amérique du sud, il a été un moyen privilégié de s'intégrer dans les échanges mondiaux dès la fin du XIX<sup>e</sup> siècle. Les tarifs Méline ne cherchaient-ils pas à protéger les agriculteurs français des importations depuis ces « pays neufs » ? Aujourd'hui, les cartes de flux qui unissent les différentes parties du monde viennent rappeler l'importance des échanges agroalimentaires. Les porcs élevés en Bretagne sont engraisés avec du soja importés du Brésil ou d'Argentine. Il est nécessaire de ne pas oublier qu'à l'extrémité de chacun de ces flux, il est des territoires qui s'en trouvent transformés et aussi des milieux. Les chercheurs en sciences sociales doivent se préoccuper de ces transformations. Or, si l'écologie est devenue un thème porteur en politique ou encore dans la littérature managériale, elle ne s'est pas encore totalement imposée comme un sujet d'études légitime pour les sciences sociales, et tout particulièrement en histoire<sup>1</sup>. L'ouvrage collectif *Historia, política y gestión ambiental. Perspectivas y debates*, publié par l'éditeur portègne Imago Mundi en juin 2012 a le mérite de s'y atteler. Adrián Zarrilli est l'un des promoteurs de *Historia ambiental* en Argentine<sup>2</sup>. En collaboration avec Alejandra Salomón, il a réuni autour de lui une équipe pluridisciplinaire - composée d'historiens, de géographes, d'anthropologues et de sociologues - et également plurilingue puisque le chapitre consacré à un cas brésilien est rédigé en portugais ; tous les autres sont en espagnol. Issus pour la plupart d'entre eux des études rurales, ces auteurs accordent une grande place aux conséquences sur les espaces ruraux sud-américains de la diffusion du capitalisme agraire.

Dans le chapitre d'ouverture, Adrián Zarrilli pose d'abord le cadre conceptuel. Nos sociétés vivent dans et de la nature et elles ont créé un environnement « construit ». Dans la seconde moitié du XX<sup>e</sup> siècle, selon lui (sans doute faudrait-il remonter le curseur plus haut dans le temps), la nature est devenue une ressource économique dans une logique d'économie de marché. Les problèmes environnementaux imposent maintenant d'économiser ces ressources dans une perspective de croissance durable. Pourtant, pour les sciences sociales, tributaires d'une illusion métaphysique qui sépare l'homme de la nature, l'environnement serait resté un « impensé », un objet hors du savoir. Zarrilli plaide pour un rapprochement des sciences naturelles et sociales avec l'ambition de replacer les relations sociales dans leur milieu naturel en trouvant un juste milieu entre les conceptions

---

<sup>1</sup> Du côté de l'historiographie française, cf. notamment Geneviève Massard-Guilbaud, *Histoire de la pollution industrielle, France, 1789-1914*, Ed. de l'EHESS, Paris, 2010 ; « De la « part du milieu » à l'histoire de l'environnement », *Le Mouvement Social* 3/2002 (n° 200), p. 64-72 ; Thomas Leroux, *Le laboratoire des pollutions industrielles : Paris, 1770-1830*, Albin Michel, Paris, 2011. En 2006, la revue *Entreprises et Histoire* a consacré son n° 45 (sous la direction de Franck Aggeri et Olivier Godard) au Développement durable. Il faut aussi citer l'existence depuis septembre 2008 du RUCHE, Réseau Universitaire de Chercheurs en Histoire Environnementale (<http://leruche.hypotheses.org/>).

<sup>2</sup> Entre autres : *Ambiente, Sociedad y Naturaleza: Entre la teoria social y la historia*, Universidad Nacional de Quilmes, 2002 (avec Guido Galafassi).

anthropocentriques et le déterminisme naturel. Il invite à se méfier de la tentation de passer d'un « exceptionnalisme humain » au radicalisme écologique.

Les chapitres suivants sont consacrés à des cas précis, pris majoritairement dans le monde paysan et dans des régions périphériques : les contreforts andins de l'Argentine, l'extrême-nord de la province de Cordoba, les mésorégions proches de la Mata Atlantica de l'Etat brésilien des Minas Gerais, etc.

Dans les années 1970, la dictature militaire engage l'économie argentine dans un tournant néolibéral. Elle mise sur les avantages comparatifs traditionnels du pays en privilégiant l'exportation de produits primaires au détriment de l'industrie. Dans les campagnes, la forte progression de la culture du soja est le marqueur de cette évolution. Le soja s'impose au détriment des autres cultures et de l'élevage qui se déplacent à leur tour un peu plus loin. La « frontière agricole du soja » atteint des milieux naturels plus fragiles (climat aride, sols minces) qui présentent de faibles aptitudes agricoles. Elle provoque alors une dégradation de l'environnement, qui se lit aussi dans la déforestation. Cette « colonisation interne » détériore les économies paysannes, provoque des recompositions qui créent des tensions internes (M. E. Comerci), alimente l'exode rural et grossit les statistiques du chômage dans les capitales provinciales. Elle pose le problème de la « durabilité sociale » définit ici comme la capacité d'une société à maintenir une population avec certaines conditions de vie sur une longue durée (B. Ensabella, S. Adamo). Les paysans délogés de terres pour lesquelles ils ne peuvent pas présenter de titres de propriété s'organisent avec notamment la création du *Movimiento nacional campesino indígena* (MNCI), lié au mouvement paysan international *Via campesina* (L. E. Pinto). Le MNCI présente l'originalité de lier les revendications paysannes et indigènes. Il défend une agriculture soutenable et plus diversifiée capable de garantir la souveraineté alimentaire contre la monoculture capitaliste et l'agronégoce qu'il accuse de saccage de la nature et de « biopiraterie ». Certains de ses thèmes, dont celui de la *madre tierra* (la Terre-mère), présentent une conception plus conservatrice d'une nature intouchable.

Les problèmes environnementaux des campagnes d'Amérique du Sud proviennent aussi de l'usage massif de produits phytosanitaires toxiques. Dans la région de Barbacena, au Brésil, ceux-ci sont employés dans de grandes exploitations de monoculture de roses destinées à l'exportation (E. Jurandir Carneiro). Leur usage provoque des problèmes sanitaires parmi les ouvriers agricoles contaminés. Face à ce problème, l'efficacité des campagnes éducatives conduites par l'Etat paraît limitée, dans un contexte d'occultation du problème où les cas d'intoxications sont sous-évalués. De même, en Argentine, les programmes gouvernementaux de développement rural reflètent la précarisation des petits paysans plus qu'ils ne la résolvent.

A Mendoza, sur les contreforts argentins des Andes, la mise à distance d'un milieu naturel aride et contraignant construit une histoire positiviste et romantique autour des dichotomies oasis/désert, civilisation/barbarie (D. Escolar, F. Martín, F. Rojas, L. Saldi et L. Wagner). La loi de l'eau de 1884 est une étape forte dans la dynamique d'appropriation socio-politique du territoire. Elle organise la répartition de cette ressource et établit des priorités dans son usage. Le désert et ses habitants font dès lors figure de souvenirs menaçants. Dans les années 1970, la tentative d'élaborer une anthropologie du désert ne fait que réactiver cette fiction qui prend le désert comme un lieu séparé. Plus récemment, le développement de mines dans la région suscite l'opposition de Mendozins inquiets de ses effets négatifs sur l'eau. Dans leur lutte, partisans et opposants mobilisent des lectures de l'environnement qui sont autant de constructions idéologiques.

Un dernier chapitre stimulant est consacré aux parcs nationaux durant la période péroniste. Son auteur, Ximena A. Carreras Doallo, montre comment la nature se

trouve mobilisée par le patriotisme de Perón à travers une exaltation du « sublime » et des « beautés naturelles » qui doit servir l'unité nationale. La première aire protégée en Argentine date de 1903 et le premier parc, celui de Nahuel Huapi (Patagonie), de 1922, mais leur fréquentation bondit à la fin des années 1940. Le développement du tourisme vers ces parcs fait partie de la politique sociale du péronisme qui entend garantir les droits des travailleurs, y compris l'accès aux loisirs. Les « merveilles de la nature » sont pour tous et le tourisme populaire devient une expression de la démocratie. Il est promu comme un troisième secteur d'activités économiques, mais également comme lien entre le gouvernement, les travailleurs et l'espace. Les beautés préservées dans les parcs (re-)présentent l'Argentine comme un espace unique dont ses habitants peuvent être fiers.

L'ouvrage ne relève pas de l'Histoire connectée, mais en accordant une grande place aux transformations des espaces ruraux, il fait écho à ceux qui en France, et ailleurs en Europe, critiquent l'évolution de l'agriculture productiviste et promeuvent les alternatives d'une agriculture biologique ou paysanne<sup>3</sup>. En effet, les préoccupations environnementales sont au cœur de leur démarche. Ils dénoncent l'aberration agronomique d'une agriculture qui épuise les sols dont pourtant elle dépend. Les grandes monocultures qui s'étendent en forçant les milieux naturels, comme le fait celle du soja en Argentine, sont remises en cause, tout comme l'utilisation massive des produits chimiques, pratiquée par exemple dans les cultures florales brésiliennes. Mais ces pratiques n'ont pas un impact uniquement sur les sociétés locales. En effet, à qui sont destinées ces productions sinon aux élevages et aux marchés de consommation européens ? L'expansion du capitalisme agraire en Amérique du sud est ainsi à mettre en relation avec celui d'Europe, et il a des conséquences environnementales des deux côtés de l'Atlantique. Mais alors que d'autres activités économiques s'emparent du développement durable pour se perpétuer, la mue vers une agriculture durable, plus respectueuse des milieux et des sociétés paysannes, semble avoir bien du mal à s'opérer.

Finalement, le lecteur peut regretter que tous les textes ne s'inscrivent pas fidèlement dans le projet énoncé en tête de l'ouvrage. L'analyse environnementale reste faible dans certains de ceux-ci qui conservent une facture d'histoire sociale plus classique. Le titre ne laisse pas présager la focalisation sur les régions rurales, dont seule l'étude consacrée à Mendoza (114 000 habitants en 2010) s'éloigne en partie, et il manque un aperçu de la gestion des problèmes environnementaux à Buenos Aires et dans les autres grandes agglomérations argentines ou brésiliennes. L'un des textes n'est visiblement que la retranscription brute d'une communication orale et il n'aurait pas dû être publié sans être retravaillé. Nonobstant ces imperfections inhérentes à tout travail éditorial, il faut souligner l'intérêt que présente ce livre qui aborde une thématique encore peu travaillée en France et des espaces également méconnus d'une historiographie française dont l'ouverture se limite trop souvent aux publications anglophones. Le propos est neuf et stimulant. Il évite l'écueil du déterminisme naturel pour bien mettre en évidence les causes et conséquences sociales des transformations du milieu ambiant. Il faut espérer que les auteurs lui donneront une suite et qu'il inspirera d'autres travaux de part et d'autre de l'Atlantique.

---

<sup>3</sup> Parmi les publications les plus récentes : Jacques Caplat, *L'agriculture biologique pour nourrir l'humanité. Démonstration*, Actes Sud, 2012 ; Laurent Levard, *Pour une nouvelle révolution agricole. Sortir de l'impasse du libéralisme et du productivisme*, Editions Bruno Leprince, collection Politique à gauche, 2012 ; Marc Dufumier, *Famine au sud, malbouffe au nord : Comment le bio peut nous sauver*, Nil, Paris, 2012.